



HAL
open science

L'honneur des Alsaciens ? Un virulent débat de la presse strasbourgeoise au lendemain du retour à la France

Catherine Maurer

► To cite this version:

Catherine Maurer. L'honneur des Alsaciens ? Un virulent débat de la presse strasbourgeoise au lendemain du retour à la France. L'honneur des Alsaciens, Mar 2019, Strasbourg, France. pp.211 - 225, 10.4000/alsace.4327 . hal-04747416

HAL Id: hal-04747416

<https://hal.science/hal-04747416v1>

Submitted on 22 Oct 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - ShareAlike 4.0 International License

L'honneur des Alsaciens ?

Un virulent débat de la presse strasbourgeoise au lendemain du retour à la France

The Alsatiens' honour? A heated debate in the Strasbourg newspapers after the comeback to France

Die Ehre der Elsässer? Eine heftige Debatte in der Straßburger Presse nach der Rückkehr zu Frankreich

Catherine Maurer



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/alsace/4327>

DOI : [10.4000/alsace.4327](https://doi.org/10.4000/alsace.4327)

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2020

Pagination : 211-225

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Catherine Maurer, « L'honneur des Alsaciens ? », *Revue d'Alsace* [En ligne], 146 | 2020, mis en ligne le 01 octobre 2021, consulté le 20 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/4327> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.4327>

L'honneur des Alsaciens ?

Un virulent débat
de la presse strasbourgeoise
au lendemain du retour à la France

Catherine Maurer

211

L'argumentaire du colloque « L'honneur des Alsaciens » organisé par Élisabeth Clementz soulignait que l'honneur est un concept ambivalent : il concerne l'individu, mais aussi le groupe. On verra ici que, dans cette double acception, le concept fonctionne encore au XX^e siècle : il sera question d'honneur, d'atteinte à l'honneur, voire de déshonneur, non seulement des individus, mais aussi des milieux et des institutions qu'ils font vivre, dans le contexte tendu du deuxième changement d'appartenance nationale de l'Alsace en moins de cinquante ans.

Un retour en arrière est d'abord nécessaire. Dans le Strasbourg du *Reichsland* d'Alsace-Lorraine, la presse occupe une place centrale dans la vie publique et politique. Au régime contraignant des premiers temps de l'annexion s'est substitué à partir de 1880 un régime plus souple, qui favorise la multiplication des organes. C'est ainsi que se développe une puissante presse catholique, représentée dans le Bas-Rhin par six titres dont, à Strasbourg, *Der Elsässer*, dont nous reparlerons¹, et tirant à près de 50 000 exemplaires en 1913. En 1877, avant même l'assouplissement du régime de la presse, l'imprimeur Heinrich Ludwig Kayser, venu de « vieille Allemagne », crée les *Neueste Nachrichten*, avec le sous-titre

1. *Der Elsässer* a été fondé en 1885 : voir Catherine MAURER, « Presse confessionnelle catholique », dans Roland RECHT et Jean-Claude RICHEL (dir.), *1880-1930. Dictionnaire culturel de Strasbourg*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2017, p. 431.

français « Dernières Nouvelles », au moins pour les premiers numéros². Le journal, qui devient les *Strassburger Neueste Nachrichten* en 1882, est un organe qui se veut apolitique : d'abord surtout relais des nouvelles locales, il fait de plus en plus place aux nouvelles nationales et internationales, reflétant les positions gouvernementales. En 1890, Kayser acquiert un immeuble au 17, rue de la Nuée-Bleue, et charge l'architecte Max Issleiber d'y adjoindre un nouveau bâtiment qui doit servir d'imprimerie. Les *Strassburger Neueste Nachrichten* s'installent à cette nouvelle adresse le 13 juillet 1891³. Au décès de Kayser, en 1904, elles comptent déjà 40 000 abonnés. L'entreprise est importante, avec une activité à la fois de presse et d'impression, mais pas d'édition à proprement parler.

Pendant la Première Guerre mondiale, les *Strassburger Neueste Nachrichten* sont soumises comme les autres journaux d'Alsace-Lorraine à un régime de censure plus contraignant que dans le reste de l'Empire allemand mais, d'orientation pro-gouvernementale, elles continuent à paraître sans interruption⁴. Le retour de Strasbourg à la France, effectif depuis l'armistice de 1918, change cependant la donne. En effet, le journal est détenu par un propriétaire considéré désormais comme allemand, en l'occurrence la veuve de Heinrich Kayser, leurs deux fils étant décédés avant 1918. Comme tous les biens allemands ou considérés comme tels, la société qui édite les *Strassburger Neueste Nachrichten* est placée sous séquestre par les autorités françaises dès novembre 1918. On constate d'ailleurs que, dès le 18 décembre 1918, dans une lettre portant encore l'en-tête en allemand de la société mais rédigée dans un français parfait, un certain R. Hoepffner (sans doute Robert Hoepffner) demande à la nouvelle administration de « faire en sorte » que du papier soit envoyé rapidement au journal, en relation avec une offre du « syndicat de la presse de Paris » faite à la presse d'Alsace début décembre : la pénurie guettant, « pour la qualité du

2. Sur les débuts du journal devenu les *Dernières Nouvelles d'Alsace*, voir Dominique WIRTZ-HABERMEYER, *Histoire des Dernières Nouvelles d'Alsace*, Strasbourg, Éditions de la Nuée Bleue, 1987, p. 45-57, et Dominique JUNG, « Les DNA au service de l'Alsace depuis 140 ans », *Les Saisons d'Alsace*, n° 74, 2017, p. 101-107.

3. Dominique JUNG, « Les DNA », art. cit., p. 102.

4. Claude LORENTZ, « Presse politique », dans Roland RECHT et Jean-Claude RICHEZ (dir.), *1880-1930. Dictionnaire culturel de Strasbourg*, op. cit., p. 433-436, ici p. 433-434.

papier employé ici, on se contenterait de n'importe quoi⁵ ». La société est ensuite achetée très rapidement par l'industriel Léon Ungemach. Arrêtons-nous un instant sur le personnage, récemment remis en lumière par Paul André Rosental dans son livre *Destins de l'eugénisme* qui évoque la cité dite Ungemach née en 1924 et existant toujours sous ce nom à Strasbourg⁶. Ungemach a aussi été évoqué par l'écrivain Jean de Pange dans son *Journal* de la fin des années 20. En relation avec les *Strassburger Neueste Nachrichten*, De Pange écrit en effet : « Ungemach au début de 1919 vendit à 1 750 francs par action à l'éditeur Quillet les actions de cette société qu'il venait d'acheter 1 000 marks à son fondateur », en réalité sa veuve⁷.

Né en 1844 dans le milieu protestant, ce qui compte à Strasbourg, Ungemach a fait une belle carrière commerciale et industrielle dans le Strasbourg allemand. Il serait cependant resté francophile, en tout cas comme en a témoigné sa fille, Suzanne, qui a épousé Fernand Herrenschildt, descendant d'une vieille famille protestante de tanneurs strasbourgeois, également francophile⁸. À la tête de la Société alsacienne d'alimentation, société par actions constituée en 1888, et d'une fabrique de conserves, industrie agroalimentaire alors en pointe, Ungemach tire un profit important du contexte de guerre, notamment du commerce du sucre, essentiel pour la conserverie et la confiserie, et risque même une mise en cause comme profiteur de guerre, du côté allemand d'abord, puis du côté français⁹. Après l'armistice en effet, Ungemach est menacé d'une poursuite du fisc pour les bénéfices réalisés pendant la guerre et donc d'une forme de déshonneur. Pourtant, en raison sans doute de sa francophilie affichée et parce que le nouveau

5. Archives départementales du Bas-Rhin (ADBR), Commissariat général de la République 1918-1925. Services rattachés au cabinet. Service de la presse, 121 AL 143. Organisation du service. Liste des journaux politiques d'Alsace-Lorraine. Renseignements sur revues et périodiques. Renseignements sur journalistes, lettre de R. Hoepffner adressée au capitaine Strohl à la sous-préfecture de Strasbourg, 18 décembre 1918.

6. Paul-André ROSENAL, *Destins de l'eugénisme*, Paris, Éditions du Seuil, 2016, notamment p. 63-64 pour Léon Ungemach.

7. Jean DE PANGE, *Journal*, cité par Dominique WIRTZ-HABERMEYER, *Histoire des Dernières Nouvelles d'Alsace*, op. cit., p. 75.

8. Dominique WIRTZ-HABERMEYER, *Histoire des Dernières Nouvelles d'Alsace*, op. cit., p. 75, et Paul-André ROSENAL, *Destins de l'eugénisme*, op. cit., p. 64.

9. Pour les détails concernant les raisons de cette mise en cause, voir Paul-André ROSENAL, *Destins de l'eugénisme*, op. cit., p. 98-102.

pouvoir français a besoin de s'appuyer sur certaines élites, Ungemach préside dès le retour à la France la chambre de commerce et d'industrie de Strasbourg et même, à partir du 1^{er} décembre 1918, la commission municipale qui doit assurer la transition à la tête de la ville avant de nouvelles élections : c'est d'ailleurs Ungemach qui est chargé de remettre les clés de la cité au président Raymond Poincaré lors de sa première visite en territoire recouvré¹⁰.

Ungemach occupe ainsi une position stratégique qui lui permet sans doute, à lui, entrepreneur dans l'âme, de se servir du contexte des séquestres et, notamment, de racheter à bas prix la société qui édite l'un des principaux quotidiens de la capitale alsacienne, outil d'influence par excellence. S'agit-il aussi de blanchir des biens considérés comme mal acquis pendant la guerre ou bien Ungemach voit-il dans cette acquisition un moyen de diffuser la culture française qui lui tient à cœur ? Les deux objectifs ne sont pas incompatibles... Pourtant, Ungemach cède très rapidement la société de presse dont il vient de se rendre acquéreur. Parce que celle-ci est éloignée de son cœur de métier et ne correspond pas à ses objectifs ? Pour éviter de nouvelles critiques sur l'origine des fonds mobilisés ? À cause des premières difficultés financières de son entreprise¹¹ ? Ungemach reste cependant proche du journal : il est membre de son conseil de surveillance jusqu'en 1920. En outre, son réseau familial (et protestant) continue à y jouer un rôle, même après sa mort en 1928 : Jean Hoepffner (1884-1958), dont le frère Robert a épousé l'une des filles d'Ungemach, est le directeur du journal de 1920 à 1951¹².

10. Voir introduction au discours de Léon Ungemach, « Deuxième journée. Strasbourg (9 décembre 1918) », *Le président de la République en Lorraine et en Alsace (7-11 décembre 1918)*, Paris, Imprimerie nationale, 1919, p. 25.

11. Paul-André Rosental rappelle la ruine soudaine de Léon Ungemach à la suite de « spéculations malheureuses » mais celle-ci n'intervient qu'en 1921 : Paul-André ROSENAL, *Destins de l'eugénisme*, op. cit., p. 105.

12. Sur Jean Hoepffner, voir Dominique WIRTZ-HABERMEYER, *Histoire des Dernières Nouvelles d'Alsace*, op. cit., p. 88-91.

Ungemach accepte donc la proposition d'Aristide Quillet d'acheter la majorité des actions de la société qui imprimait et éditait les *Strassburger Neueste Nachrichten*¹³. Quillet, né en 1880 à Villiers-Adam (Val d'Oise), s'est lancé très jeune dans des activités d'édition et de librairie en « France de l'intérieur ». Après l'armistice de 1918, c'est l'écrivain lorrain Émile Hinzelin, farouche défenseur de l'Alsace française, qui l'informe qu'une imprimerie et un journal seraient à vendre à Strasbourg. Dès 1919, Quillet se rend à Strasbourg et contacte Léon Ungemach. Outre ses qualités d'entrepreneur, Quillet offre l'avantage, dans le contexte de l'époque, d'être étranger au contexte alsacien et strasbourgeois, hormis quelques contacts sporadiques, y compris avec la « vieille Allemagne » (Quillet s'est marié à Dresde, en 1905, avec Sidonie Neubert¹⁴). Éditeur autodidacte d'encyclopédies et d'ouvrages pour le grand public, Quillet s'intéresse d'ailleurs davantage à l'imprimerie qu'au journal et utilise rapidement l'outil forgé par Kayser pour imprimer et éditer toute une série de publications, notamment au cours de l'année 1922¹⁵. Ces ouvrages sont exclusivement en français ; on peut voir ici le lien avec une préoccupation qui concerne alors une partie des Alsaciens après l'armistice de 1918 : comment passer et faire passer de l'allemand au français ? Comment encourager les publications en français alors même que celles-ci ont été mises particulièrement à l'index pendant le conflit et que la majorité des Alsaciens et des Strasbourgeois maîtrise mal la langue de Molière ?

13. Plus précisément, peu après son arrivée à Strasbourg en 1919, Quillet s'est entendu avec la banque d'Alsace et de Lorraine pour qu'elle avance les fonds permettant d'acheter les actions détenues par Ungemach. Par ailleurs, il a proposé à ce dernier de souscrire une augmentation de capital, tout en lui permettant d'avoir une place au conseil d'administration de son entreprise. C'est donc sans bourse déliée que la société d'imprimerie et d'édition de ce qui était encore les *Strassburger Neueste Nachrichten* passe sous le contrôle de la librairie Quillet. Voir la brochure éditée par cette dernière à l'occasion du cinquantenaire de sa fondation, l'une des principales sources concernant l'action d'Aristide Quillet : *Histoire du livre et d'un animateur de la pensée. Aristide Quillet*, Strasbourg, Imprimerie des Dernières Nouvelles de Strasbourg, 1948, p. 18.

14. Léon STRAUSS, « Aristide Quillet », *Nouveau Dictionnaire de Biographie Alsacienne (NDBA)*, vol. VII, Strasbourg, Fédération des Sociétés d'histoire et d'archéologie d'Alsace, 1997, p. 3066-3068. On n'en sait pas davantage sur les circonstances de ce mariage.

15. Par exemple *La Grande Guerre ou Verdun* : voir *Histoire du livre et d'un animateur de la pensée*, p. 19-20.

Dès 1919, les *Strassburger Neueste Nachrichten* prennent le nom français des *Dernières Nouvelles de Strasbourg*¹⁶. Elles vont jouer un rôle non négligeable dans un environnement entièrement nouveau, tout en laissant une place encore majoritaire à l'allemand dans leurs pages : dès 1924, elles comptent 102 000 abonnés pour l'édition de Strasbourg¹⁷, soit pratiquement le triple par rapport au chiffre de 1919, alors que *Der Elsässer - L'Alsacien* ne compte que 19 000 abonnés¹⁸. Le rapport consulté souligne d'ailleurs : « Il est à remarquer que les *Dernières Nouvelles de Strasbourg* ont un tirage bien supérieur à celui de tous les autres journaux de Strasbourg réunis¹⁹ ». Une édition uniquement en langue française, traduction littérale de l'édition en allemand, naît le 24 décembre (*sic*) 1920. Le rapport que l'on a pu consulter précise :

À compter du 24 décembre prochain paraîtra à Strasbourg un nouveau journal en langue française « les Dernières Nouvelles » qui sera imprimé dans le même immeuble 17 rue de la Nuée Bleue que les « Neueste Nachrichten ».

Même société, même conseil d'administration, même rédaction. Les Dernières Nouvelles ne sont en principe que la traduction des Neueste Nachrichten.

Le Directeur Mr. Knittel [voir ci-dessous] s'est adjoint à cet effet deux traducteurs, MM. Adam Henri, ex-professeur au collège Roos, et Monpeurt Édouard, ex-instituteur à Guebwiller tous deux français venus de l'intérieur.

Melle Coran, dactylo, ex-secrétaire de M. le Dr. Bucher²⁰.

16. Dominique JUNG, « Les DNA », art. cit., p. 102. Nous avons retrouvé une lettre datée du 15 juillet 1920 et envoyée au service de la propagande du Commissariat général de la République qui présente un magnifique en-tête en français au nom de l' « Imprimerie des Dernières Nouvelles de Strasbourg » avec, en tout petits caractères, le sous-titre *Strassburger Nachrichten* (ADBR, Commissariat général de la République 1918-1925. Services rattachés au cabinet. Service de la presse, 121 AL 180. Relations du service avec auteurs, éditeurs, imprimeurs et libraires 1918-1924).

17. Il existe aussi une édition de Colmar.

18. ADBR, Commissariat général de la République 1918-1925. Services rattachés au cabinet. Service de la presse, 121 AL 891. Contrôle de la presse régionale 1920-1925, rapport de l'inspecteur de la direction des services généraux sur les journaux à Strasbourg, 16 décembre 1924, une page.

19. *Ibid.*

20. Il s'agit certainement de Pierre Bucher (1869-1921), médecin francophile proche des milieux artistiques alsaciens, qui, contraint de quitter l'Alsace dès juillet 1914, avait retrouvé Strasbourg dès novembre 1918 en tant qu'officier de l'armée française : voir Geneviève LEHN, « Pierre Bucher », *NDBA*, *op. cit.*, vol. I, 1982, p. 407-408.

M. Knittel sera le rédacteur en chef des deux journaux entre lesquels sera maintenue une liaison étroite.

Le but du journal est d'aider à l'assimilation plus rapide de l'Alsace à l'idée française en même temps qu'une orientation vers la France en ce qui concerne les points de vue politique, économique, littéraire et publicité.²¹

Cette édition en français reste ultra minoritaire en termes de tirage mais son objectif patriotique est sans ambiguïté. Une annonce du début des années 20 le confirme : « Français, intéressez-vous aux affaires d'Alsace-Lorraine. Venez remplacer les produits allemands. Lisez et annoncez dans les *Dernières Nouvelles de Strasbourg*²² ».

Même en français, avec un titre français et détenues par un « Français del'intérieur », les *Dernières Nouvelles de Strasbourg* sont cependant loin d'être un organe hors sol, sans lien avec le milieu strasbourgeois, au contraire. On a vu que son gérant, Jean Hoepffner, est un protestant strasbourgeois de vieille souche. Son profil est proche du rédacteur en chef dès l'origine, Jean Knittel (1891-1968²³). Jeune journaliste francophile, Knittel a joué un rôle dans la tentative d'information de l'état-major français dans les événements révolutionnaires de novembre 1918 à Strasbourg²⁴. À l'action politique auprès de Charles Frey, futur maire de Strasbourg, il préfère cependant le poste d'éditorialiste et de rédacteur en chef aux *Dernières Nouvelles* que lui propose Aristide Quillet. Comme ce dernier, qui n'en fait aucun mystère²⁵, Knittel est franc-maçon. Plume réputée des *Dernières Nouvelles*, Knittel a aussi rassemblé plusieurs articles dans l'un des premiers ouvrages édités par la société d'imprimerie et d'édition

21. ADBR, Commissariat général de la République 1918-1925. Services rattachés au cabinet. Service de la presse, 121 AL 143. Organisation du service. Liste des journaux politiques d'Alsace-Lorraine. Renseignements sur revues et périodiques. Renseignements sur journalistes, rapport du commissaire spécial transmis au commissaire général, 21 décembre 1924. La typographie utilisée par le document a été respectée.

22. Dominique WIRTZ-HABERMEYER, *Histoire des Dernières Nouvelles d'Alsace*, *op. cit.*, p. 134.

23. Sur Jean Knittel, voir *ibid.*, p. 91-93 et Jean-Claude HAHN, « Jean Knittel », *NDBA*, *op. cit.*, vol. XII, 2006, p. 4738-4740.

24. En relation avec ces événements, Knittel publie en 1923 des *Souvenirs des journées révolutionnaires à Strasbourg*.

25. Le fonds Hoffmann conservé aux Archives de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, qui rassemble des articles et des informations diverses sur plusieurs personnalités strasbourgeoises, comporte des indications sur les activités d'Aristide Quillet au sein de la franc-maçonnerie.

du journal, l'ancêtre de l'éditeur actuel *La Nuée Bleue : L'Allemagne au carrefour*, ouvrage publié en 1930²⁶. L'activité éditoriale liée aux *Dernières Nouvelles* reste cependant embryonnaire dans l'entre-deux-guerres²⁷.

Les *Dernières Nouvelles de Strasbourg* illustrent donc bien le paradoxe alsacien et strasbourgeois dans l'immédiat après-Première Guerre mondiale. Elles sont d'abord dans l'obligation d'apparaître comme une entreprise française, loyale à l'égard de la nouvelle patrie, donc comme une entreprise « honorable » dans le contexte du temps : ainsi, un coq, symbole de la France, est installé en 1920 sur la façade du bâtiment de la rue de la Nuée Bleue²⁸. Mais elles doivent aussi assumer certaines ambiguïtés, comme l'origine des fonds du premier rachat par exemple, et un enracinement dans le sol local, francophile sans doute mais aussi allemand depuis 40 ans. En outre, le journal est l'incarnation d'un milieu bien défini ou qui apparaît comme tel aux yeux des connaisseurs du contexte strasbourgeois : protestant et franc-maçon. Cette incarnation va lui valoir les premières accusations d'atteinte à l'honneur portées par les organes de presse d'un autre milieu influent en Alsace, y compris à Strasbourg, celui des catholiques.

Le contexte est connu : c'est celui de la tentative du gouvernement du Cartel des gauches, au pouvoir à partir de mai 1924, d'introduire en Alsace les lois de la III^e République concernant la laïcité de l'école et la séparation des Églises et de l'État²⁹. Très rapidement après la déclaration du chef de gouvernement, Édouard Herriot (17 juin 1924), le 21 juin, les principaux titres de la presse catholique alsacienne, dont l'*Elsässer*, demandent un « plébiscite sur la question des Églises et des écoles³⁰ ». Le plébiscite est un terme sensible dans le climat du temps : faisant partie depuis le XIX^e siècle des outils permettant aux « peuples » de décider de leur appartenance nationale, il est aussi utilisé dans le contexte du

26. L'ouvrage souligne les faiblesses économiques et politiques de la République de Weimar et analyse la nature du nouveau parti national-socialiste, en relation avec la rencontre avec Adolf Hitler que Knittel était alors le seul journaliste français à avoir obtenue.

27. Pour les années 20, un seul ouvrage (en allemand) a pu être repéré pour le moment, celui de Jean RIFF, *Paname die Metropole. Pariser Eindrücke*, Strasbourg, Imprimerie-édition des « Dernières Nouvelles de Strasbourg », 1922, 104 pages.

28. Dominique JUNG, « Les DNA », art. cit., p. 102.

29. Sur ce point, voir notamment Bernard VOGLER, *Histoire des chrétiens d'Alsace*, Paris, Desclée, 1994, p. 289-291.

30. Dominique WIRTZ-HABERMEYER, *Histoire des Dernières Nouvelles d'Alsace*, op. cit., p. 153.

règlement de la paix dans l'après-Première Guerre mondiale. Mais, dans le cas de l'Alsace-Lorraine et de son rattachement à la France, le gouvernement français refuse de le mettre en œuvre ; c'est la célèbre formule utilisée par Raymond Poincaré lors de sa première visite à Strasbourg : « le plébiscite est fait ». Poincaré répondait en réalité au discours d'accueil de Léon Ungemach : « Vous avez vu la foule, vous avez entendu ses acclamations : le plébiscite, le voilà, éclatant, irrésistible³¹ ! ».

Il n'est donc guère étonnant que les *Dernières Nouvelles de Strasbourg*, qui sont déjà devenues le premier quotidien du Bas-Rhin, s'emparent du terme. Jean Knittel déclare ainsi dans un éditorial de juin 1924, intitulé « Sans condition, sans restriction, nous voulons être Français » : « Le problème du plébiscite est si grave que nous avons cru à une mauvaise plaisanterie quand pour la première fois nous avons vu apparaître [ce terme] dans les organes [catholiques] ». Et il ajoute : « Ceux qui prêchent la grâce religieuse, ceux qui parlent aujourd'hui de plébiscite ne se rendent pas compte du mal qu'ils font à l'Alsace et à la France³² ». Par presse interposée, le ton continue de monter³³ et, aux lendemains de la grande manifestation strasbourgeoise de protestation contre les mesures annoncées par Herriot (20 juillet 1924), le 26 juillet, l'*Elsässer*, alors toujours le principal titre catholique strasbourgeois, publie un article de fond intitulé tout simplement « Haute trahison ». Le journal accuse les éditions française comme allemande des *Dernières Nouvelles de Strasbourg* de « berner, d'une façon éhontée, les catholiques d'Alsace en se faisant passer comme « neutres », alors qu'à Paris ces mêmes feuilles calomnient

31. Discours de Raymond Poincaré, « Deuxième journée. Strasbourg (9 décembre 1918) », *Le président de la République en Lorraine et en Alsace*, p. 30-36, ici p. 30, et discours de Léon Ungemach, « Deuxième journée. Strasbourg (9 décembre 1918) », *ibid.*, p. 25-28, ici p. 25.

32. Dominique WIRTZ-HABERMEYER, *Histoire des Dernières Nouvelles d'Alsace*, *op. cit.*, p. 153-154.

33. Nous avons pu consulter aux ADBR les chroniques quotidiennes de la presse établies par le service de la presse du Commissariat général de la République, mis en place en mars 1919 pour organiser le retour à la France des trois départements annexés par l'Allemagne en 1871 (voir ADBR, Commissariat général de la République 1918-1925. Services rattachés au cabinet. Service de la presse, 121 AL 160. Chroniques quotidiennes de la presse régionale). Si ces chroniques ne sont pas totalement neutres et reflètent les positions gouvernementales, elles ont l'avantage de citer longuement les journaux utilisés. Surtout à partir de 1924, elles accordent une attention particulière aux journaux catholiques et à leur mobilisation contre la politique du Cartel des gauches.

les catholiques d'Alsace comme coupables de haute trahison³⁴ ». En effet, un journal parisien pro-gouvernemental, *L'Œuvre*, dont Knittel est aussi le collaborateur, aurait imprimé en première page, en caractère gras, ce qui serait une citation des *Dernières Nouvelles* : « cette agitation cléricale frise la haute trahison³⁵ ». *L'Elsässer* poursuit : « De la sorte, les *Dernières Nouvelles de Strasbourg*, soi-disant neutres, se sont placées parmi ceux qui suspectent de la façon la plus ignoble notre population catholique, à Paris. On sait que le directeur en chef des *Dernières Nouvelles de Strasbourg*, Jean Knittel, est collaborateur de cette feuille sectaire de Paris, et les attaques publiées dans sa feuille prétendue neutre, à une heure décisive, contre les catholiques, révèle sa véritable mentalité³⁶ ».

Le journal catholique le concède dès ce moment, sa dénonciation publique a eu des effets rapides : dès le 25 juillet, elle a obtenu des *Dernières Nouvelles de Strasbourg* la suppression de la phrase citée par *L'Œuvre* et la publication d'un entrefilet en caractère gras intitulé, de manière significative pour notre propos, « Pour l'honneur de la population catholique³⁷ ». *L'Elsässer* poursuit néanmoins sur ce thème de l'honneur,

34. ADBR, Commissariat général de la République 1918-1925. Services rattachés au cabinet. Service de la presse, 121 AL 160. Chroniques quotidiennes de la presse régionale, chronique du samedi 26 juillet 1924 établie par le service de la presse du Commissariat général de la République, « Autour du projet de laïcisation », p. 1, le passage cité correspond à un résumé réalisé par l'auteur inconnu de la chronique.

35. *Ibid.*

36. *Ibid.* Il s'agit cette fois d'une citation directe du journal *L'Elsässer* (désigné par son titre allemand dans la chronique). On peut supposer que le texte original était en français mais cela n'est précisé nulle part. On n'en connaît pas non plus l'auteur.

37. *Ibid.*, p. 2. *L'Elsässer* ajoute (citation directe de l'article) : « Il y a lieu de stigmatiser cette tactique ignoble qui a pour conséquence de faire calomnier à Paris les catholiques d'Alsace, et une fois que la chose est faite, on supprime lâchement à Strasbourg le membre de phrase qui comprend cette calomnie et cette accusation. » Un peu plus loin, l'article revient encore sur la stratégie de *L'Œuvre* qui aurait justifié « la calomnie des *Dernières Nouvelles de Strasbourg* par une lettre privée d'un lecteur anonyme qui s'appuie sur le rapport d'une fillette. Pour faire des reproches aux catholiques d'Alsace, on ne se base pas sur des lettres anonymes ; on a recours aux déclarations officielles des orateurs catholiques et de la presse populiste. D'autre part, il est faux, ainsi que le prétend *L'Œuvre* que la presse catholique n'ait pas renseigné ses lecteurs sur la véritable portée des lois laïques ; bien au contraire, c'est la presse inféodée au Cartel des gauches qui n'ose pas faire connaître à ses lecteurs la véritable figure des lois sectaires de l'Intérieur » (*ibid.*, p. 3).

dans un contexte national tendu, en s'en prenant directement aux « gens des *Dernières Nouvelles de Strasbourg* » :

Quelle part ont pris [ces « gens »] – nous parlons ici des gens d'aujourd'hui, car nous préférons jeter le voile de l'oubli sur les rédacteurs d'autrefois – à la lutte acharnée qui a été menée autrefois contre la dictature prussienne en Alsace ? D'où les rédacteurs des *Dernières Nouvelles de Strasbourg* prennent-ils le droit de calomnier de la sorte la majorité catholique de la population d'Alsace³⁸ ?

Le 28 juillet, l'*Elsässer* aborde à nouveau la question en informant ses lecteurs

qu'à la suite des récentes polémiques de l'*Elsässer* contre les *Dernières Nouvelles de Strasbourg*, la Direction de ce dernier journal allait tenter un procès en dommages-intérêts de 500 000 francs à l'organe populiste [l'*Elsässer*] pour avoir caractérisé la campagne des *Dernières Nouvelles* en faveur des lois laïques d'anticatholique, et pour avoir engagé ses lecteurs à se désabonner³⁹.

Le journal catholique riposte en annonçant :

Nous apprenons que chaque participant aux manifestations de protestation intentera un procès en dommages-intérêts de 10 000 francs aux *Dernières Nouvelles de Strasbourg* pour avoir lancé l'accusation calomnieuse aux termes de laquelle le mouvement de protestation du peuple alsacien contre l'école laïque « frise la haute trahison ». Cela fera toute une série de millions de dommages-intérêts⁴⁰.

Au-delà de la bataille de presse sans concession dont l'un des objectifs est la conquête du lectorat, on peut s'arrêter un instant sur les arguments utilisés. D'abord sur l'expression de « haute trahison ». Rappelons que la notion désigne une très grande déloyauté à l'égard de son pays, de son gouvernement ou de ses institutions. Elle est souvent associée à la notion d'intelligence avec l'ennemi. Les lois constitutionnelles de la III^e République, en vigueur en Alsace depuis la fin de 1918, y font explicitement référence. Mais nul besoin d'être juriste pour percevoir la gravité de l'accusation. Dans le cas qui nous intéresse, on constate

38. *Ibid.*, p. 2, citation directe de l'article.

39. ADBR, Commissariat général de la République 1918-1925. Services rattachés au cabinet. Service de la presse, 121 AL 160. Chroniques quotidiennes de la presse régionale, chronique du lundi 28 juillet 1924 établie par le service de la presse du Commissariat général de la République, « Haute trahison », p. 12. L'*Elsässer* reprend en fait une annonce de la *Dépêche de Strasbourg*.

40. *Ibid.*, p. 12-13.

d'abord que, de manière assez classique, le stigmate de « haute trahison » a été retourné et utilisé comme étendard (en l'occurrence un titre) par la presse catholique. Pourtant ce stigmate est particulièrement fort : qu'y a-t-il de plus infâmant, surtout dans le contexte du temps, pour des populations récemment « réunies » que d'être accusées de « haute trahison », c'est-à-dire de déloyauté par rapport à leur nouveau pays ? En outre, l'accusation rappelle en creux la suspicion durable des différents gouvernements allemands à l'égard des catholiques, les « ennemis du Reich », en Alsace et ailleurs, qu'avait désignés le chancelier Bismarck au moment du *Kulturkampf*, souvenir que ravivent évidemment les intentions du gouvernement Herriot et... l'article des *Dernières Nouvelles*. C'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles l'*Elsässer*, qui dispose aussi d'une plume redoutable, celle de son rédacteur en chef Joseph Kaestlé⁴¹, met lui-même en cause les rédacteurs des *Dernières Nouvelles* sur ce terrain : le terme de *Kulturkampf* est d'ailleurs utilisé littéralement par le journal catholique⁴². C'est sans doute aussi pour cette raison que les *Dernières Nouvelles*, qui sont aussi lues par des catholiques, acceptent de publier rapidement (de leur plein gré ?) ce qui a l'allure d'un démenti. La bataille ne s'arrête pas pour autant, avec notamment ce que Dominique Wirtz-Habermeyer appelle la « guerre des lettres » : quotidiennement, la presse catholique alsacienne, en particulier l'*Elsässer*, publie des lettres de lecteurs qui se seraient désabonnés des *Dernières Nouvelles*⁴³. Le 8 septembre 1924, l'évêque de Strasbourg, M^{gr} Ruch, interdit explicitement à tous les catholiques du diocèse la lecture du quotidien car il « a rallié les rangs de ceux qui attaquent la religion et en vertu de la loi générale de l'Église, [les *Dernières Nouvelles*] se sont ainsi condamnées elles-mêmes⁴⁴ ». Le thème de la haute trahison n'apparaît cependant plus

41. Christian BAECHLER, *Le parti catholique alsacien 1890-1939. Du Reichsland à la république jacobine*, Paris, Ophrys, 1982, p. 729. Michel Walter, le député du parti catholique alsacien (Union Populaire Républicaine), s'y exprime également.

42. Voir par exemple ADBR, Commissariat général de la République 1918-1925. Services rattachés au cabinet. Service de la presse, 121 AL 160. Chroniques quotidiennes de la presse régionale, chronique du samedi 26 juillet 1924 établie par le service de la presse du Commissariat général de la République, « Autour du projet de laïcisation », p. 3, citation directe du journal. Le terme de *Kulturkampf* avait été utilisé par l'*Elsässer* dès le lendemain de la déclaration Herriot : Christian BAECHLER, *Le parti catholique alsacien*, op. cit., p. 337.

43. Dominique WIRTZ-HABERMEYER, *Histoire des Dernières Nouvelles d'Alsace*, op. cit., p. 155-156.

44. *Ibid.*, p. 159.

dans les chroniques quotidiennes de la presse régionale établies par les services du Commissariat général de la République.

L'article de l'*Elsässer* dénonçant le stigmate de la haute trahison n'est qu'un exemple frappant au sein d'une âpre guerre où les protagonistes font flèche de divers bois et ne ménagent pas leurs adversaires, pour des raisons qui sont aussi de concurrence commerciale. Mais il confirme la pertinence et l'opérabilité de la sémantique de l'honneur dans une période de perte de repères, alors que certaines définitions très anciennes de l'honorabilité ne fonctionnent plus et que celles qui devaient les remplacer dans le nouveau monde post-Révolution française, telles que l'appartenance nationale, sont en pleine zone de turbulence.

Résumé

L'honneur des Alsaciens? Un virulent débat de la presse strasbourgeoise au lendemain du retour à la France

L'argumentaire du colloque « L'honneur des Alsaciens » soulignait que l'honneur est un concept ambivalent : il concerne l'individu, mais aussi le groupe. Notre article souhaite montrer que, dans cette double acception, le concept fonctionne encore au XX^e siècle : il y est en effet question d'honneur, d'atteinte à l'honneur, voire de déshonneur, non seulement des individus, mais aussi des milieux et des institutions qu'ils font vivre, dans le contexte tendu du deuxième changement d'appartenance nationale de l'Alsace en moins de cinquante ans. Le milieu concerné est celui de la presse quotidienne qui doit trouver de nouveaux repères dans le Strasbourg qui se veut désormais francophone. Les *Dernières Nouvelles de Strasbourg*, lié au monde protestant et franc-maçon, et l'*Elsässer*, émanant du monde catholique, s'y affrontent autour de la notion de haute trahison. Si le conflit n'est qu'un exemple frappant au sein d'une âpre guerre où les protagonistes ne ménagent pas leurs adversaires, également pour des raisons de concurrence commerciale, il confirme la pertinence et l'opérabilité de la sémantique de l'honneur dans une période de perte de repères, alors que certaines définitions très anciennes de l'honorabilité ne fonctionnent plus et que celles qui devaient les remplacer dans le nouveau monde post-Révolution française, telles que l'appartenance nationale, sont en pleine zone de turbulence.

Zusammenfassung

Die Ehre der Elsässer? Eine heftige Debatte in der Straßburger Presse nach der Rückkehr zu Frankreich

Die Ankündigung der Tagung „Die Ehre der Elsässer“ betonte, dass die Ehre ein doppeldeutiger Begriff ist, denn sie betrifft sowohl das Individuum als auch die Gruppe. Dieser Aufsatz möchte zeigen, dass dieser Begriff, in dieser doppelten Auslegung, auch im 20. Jahrhundert seine Gültigkeit nicht verloren hat: immer noch geht es um Ehre, um Ehrverletzung, oder gar um Ehrlosigkeit, nicht nur von Individuen, sondern auch von deren Milieus und von den Institutionen, die sie mit Leben füllen – das alles im Zusammenhang mit dem zweiten Nationalitätswechsel, den das Elsass

in kaum fünfzig Jahre erlebt hat. Das hier betroffene Milieu ist das der Tagespresse, die sich im sich nunmehr frankophon gebenden Straßburg neu orientieren musste. Dort stritten sich die *Straßburger Neuesten Nachrichten*, den Protestanten und Freimauern nahe, und der *Elsässer*, Sprachrohr der Katholiken, um den Begriff des Hochverrats. Dieser Konflikt ist zwar nur ein Beispiel für eine heftige Konfrontation, in der die Protagonisten sich nichts schenkten, auch aus Gründen der wirtschaftlichen Konkurrenz. Er bestätigt die Stichhaltigkeit und die Relevanz der Semantik der Ehre in einer Zeit, in der die Bezugspunkte verloren gingen und wo manche uralte Vorstellungen der Ehrenhaftigkeit nicht mehr wirkten, während diejenigen, die sie nach der französischen Revolution ersetzen sollten, wie z.B. die nationale Zugehörigkeit, sich in einem Bereich erheblicher Turbulenzen befanden. (trad. R. S.).

Summary

The Alsatians' honour? A heated debate in the Strasbourg newspapers after the comeback to France

The set of arguments of the colloquy on «The Alsatians' sense of honour» underlined the fact that «honour» is an ambivalent notion, concerning both the individual and the group. This contribution aims at demonstrating that this characteristic still applies to the 20th century situation; as a matter of fact, the question debated is honour, the violation of honour or even dishonour, concerning not only individuals but also the social groups or institutions they are in charge of in the rather tense atmosphere of Alsace's second change of nationality in less than fifty years. The social group was actually that of the daily local press, which had to devise new benchmarks for a henceforth allegedly francophone city, Strasbourg. The *Dernières Nouvelles d'Alsace* associated with the world of Protestantism and Free Masonry, and the *Elsässer*, which was closer to the Catholic Church, would be pitched against each other about the notion of high treason. This conflict is just an example of a fierce war where both sides would behave ruthlessly, also as trade and business competitors. It also confirmed the fact that the notion of honour was operational in a time when previous references such as honorability were outdated and when those supposed to replace them in the French post-revolutionary world such as «national identity» were being caught in a powerful whirlwind. (trad. P. B.).